

Adoption des tableaux contenus dans le décret sur l'organisation de la régie des droits d'enregistrement et autres réunis, lors de la séance du 18 mai 1791

Citer ce document / Cite this document :

Adoption des tableaux contenus dans le décret sur l'organisation de la régie des droits d'enregistrement et autres réunis, lors de la séance du 18 mai 1791. In: Tome XXVI - Du 12 mai au 5 juin 1791. pp. 194-200;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1887_num_26_1_10932_t1_0194_0000_1;

Fichier pdf généré le 30/06/2023



TABLEAU des divers préposés de la règie du droit d'enregistrement et autres réunis; de leur traitement, suivant les divers emplois; de leur remise, sur un produit présumé de 60 millions; et de tous frais de régie.

NOMBRE des AGENTS		QUALITÉ des AGENTS.	QUOTITÉ de REMISE attribuée pour pour leur traitement général.	MONTANT de CETTE REMISE sur un produit résumé de 60 millions.	TRAITEMENT de CHAQUE EMPLOYÉ l'un dans l'autre d'après ce produit présumé. MINIMUM FIX au-dessous duqu ne poura être le traitement.		OBSERVATIONS.
			Pour º/。	livres.	1. s. d.	livres.	Le placement des bureaux, à fixer avec les
Enviro	n 3 2,700	Receveurs	2 2/3	1,600,000	592 11 10 2/9	300	directoires, n'est pas encore arrêté en totalité; mais leur nombre n'excedera pas en général celui de cinq par district. La remise particulière aux receveurs est réglée depuis 1 1/2 jusqu'à 5 0/0, suivant la force des bureaux, en sorte que les moindres vaillent 300 livres. Et comme les forts bureaux forment la principale masse des produits, on a pris dans ce tableau, pour terme moyen, la remise de 2 1/3 0/0. Les remises passées aux contrôleurs des actes, en 1787, ont monté à 1,639,000 livres, compris celles d'environ 400 bureaux qui vont être sup-
		Gardes-magasins du Timbre		120,000 100,000	1,445 15 7 79/83 1,204 16 4 52/83	$\begin{array}{c} \textbf{1,000} \\ \textbf{900} \end{array}$	primés.
	88 88 7	Timbreurs) >> 1/6	100,000	(600 » » 300 » » (60	500 250 500	Le traitement du nombre de timbreurs, tourne- feuilles et compteurs, portés ici, ne monterait qu'à 83,400 livres; mais comme il sera nécessaire d'en augmenter le nombre, on alloue pour cet objet 100,000 livres.
	166	Vérificateurs	» 1/2	300,000	1,807 4 6 78/83	1,200	Les vérificateurs seront répartis dans les diffé- rents départements, selon leur population et leurs
	166	Inspecteurs-ambulants	» 9/40	540,000	3,253 » 2 73/83	2,400	produits. De même les insp e cteurs.
	83	Directeurs,	1 »	600,000	7,228 18 3 63/83	4,600	Compris les loyers de magasin de papier et d'atelier de timbre, et tous frais de commis et
	13 13 13 13 52 12	Directeurs de correspondance Sous-Directeurs Premiers commis. Vérificateurs des comptes. Commis principaux Expéditionnaires Administrateurs	» 13/24	325,000 $240,000$	7,400	$5,000 \ 3,600 \ 2,400 \ 2,000 \ 1,500 \ 1,200 \ 12.000$	bureau.
		Frais de registres, de ports de lettres, et antres dépenses suivant l'article		275,000			Ces frais ont toujours excédé la somme ci- contre, et ceux du timbre seront nécessairement plus forts que sous l'ancien régime.
Environ	3,592	Totaux	7 0/0, ou 1 s. 4 d. et 4/5 de denier pour livre.	4,200,000			Nota. Sous la précédente administration des domaines, les frais de régie s'élevaient annuellement à 15 0/0 ou 3 sols pour livre du produit, compris les remises et bénéfices des 28 administrateurs.

RÉPARTITION

Entre tous les directeurs, inspecteurs, vérificateurs, gardes-magasins et receveurs du timbre extraordinaire, et fixation de leur traitement et de la quotité de leur remise, suivant la nature de leurs emplois, sur un produit présumé de 60 millions.

N° 2.

RÉPAI

Entre tous les directeurs, inspecteurs, vérificateurs, gardes-magasins et receveurs du timbre extraordinaire produit présun

			PARTS			TRAITEME
NOMS des DÉPARTEMENTS.	de la résidence des DIRECTEURS.	des directions.	des des DIRECTIONS.	de chaque DIRECTEUR, suivant la classe de sa direction, prélevé sur sa remise présumée.	des INSPECTEURS.	des
Ain Aisne. Allier Ardèche Ardennes. Ariège. Aube. Aube. Aude Aveyron. Bas-Rhin. Basses-Alpes Basses-Pyrénées Bouches-du-Rhône Calvados. Cantal Charente Charente-Inférieure Cher. Corrèze. Corse. Côte-d'Or Côtes-du-Nord Creuse Dordogne Doubs. Drôme Eure Eure-et-Loir Finistère Gard Gers. Gironde Haut-Rhin. Haute-Garonne Haute-Narne Haute-Loire Haute-Marne Haute-Saône. Ilahte-Vienne Hautes-Alpes Herault Ille-et-Vilaine Indre. Indre-et-Loire Isère. Jura. Manche Landes Loir-et-Cher. Loire-Inférieure Loiret. Lot-t-Garonne Mayenne-Mayenne Mayenne	Laon Moulins Privas Mézières Foix. Troyes Carcassonne Rodez Strasbourg Digne Pau. Aix. Caen Saint-Flour Angoulême. Saintes Bourges Tulle Piève Dorezza Dijon. Saint-Brieuc Guéret Périgueux Besançon Romans Evreux Chartres Quimper Nîmes Auch Bordeaux Colmar Toulouse. Le Puy en Vélay Chaumont Vesoul Limoges Embrun Tarbes Montpellier Rennes Châteauroux Tours Grenoble Lons-le-Saulnier Coutances Mont-de-Marsan Blois Nantes Orléans Cahors Agen Mende Châlons-sur-Marne Laval Angers.	e e e e e e e e e e e e e e e e e e e	1/66/66	liv. s. d. 5,000	liv. s. d. 2,600	liv. 500

TITION

l fixation de leur traitement et de la quotité de leur remise, suivant la nature de leurs emplois, sur un e 60 millions.

IXE		TOTAL					
des	des RECEVEURS du timbre extraor- dinaire.	de la remise de chaque DIRECTEUR, y compris son traitement fixe, en supposant un produit net de 60 millions.	des INSPECTEURS.	des VÉRIFICATEURS.	des GARDES-MAGASINS.	des RECEVEURS du timbre extraor- dinaire.	
liv. s. d. 1,200	1,000	liv. s. d. 7,291 13 4 7,291 13 4 6,250	liv. s. d. 3,281 5	liv. s. d. 1,822 18 4 1,822 18 4 1,562 10	liv. s. d. 1,458 6 8 1,458 6 8 1,458 6 8 1,250	liv. s. d. 1,215 5 6 2/3 1,215 5 6 2/3 1,215 5 6 2/3 1,041 13 4 3 1,041 13 4 3 1,041 13 4 3 1,215 5 6 2/3	

			PARTS			TRAITEMEN
NOMS des DÉPARTEMENTS.	de la résidence des DIRECTEURS.	des des	àcune	de chaque DIRECTEUR, suivant la classe de sa direction, prélevé sur sa remise présumée.	des INSPECTEURS.	des VÉRIFICATEURS.
Meuse Morbihan Moselle Nord Nièvre Oise Orne Paris Pas-de-Calais Puy-de-Dôme Pyrénées-Orientales Rhône-et-Loire Saône-et-Loire Seine-et-Marne Seine-et-Marne Seine-Inférieure Sèvres (Deux-) Somme Tarn Var Vendée Vienne Vosges Yonne	Vannes Metz Douai Nevers Beauvais Alençon Paris Arras Clermont Perpignan Lyon Mâcon Le Mans Versailles Melun Rouen Niort Amiens Castres Toulon Pontenay-le-Comte Poitiers Epinal	34ee.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.e.	1 % c. 1 2/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6 1 1/6	liv. s. d. 4,600	liv. s. d. 2,400	2000
			96	424,400 » »	219,400 »	112,2 00 >> >:
Le nombre des inspecteurs autres employés, compris da colonnes pour avoir le mont	ins ce tableau, il faut	doubler l'add tement, ci	ition de leurs			

FIXE		TOTAL						
des GARDES-MAGASINS.	des RECEVEURS du timbre extraor- dinaire.	de la remise de chaque DIRECTEUR, y compris son traitement fixe, en supposant un produit net de 60 millions.	des	des VÉRIFICATEURS.	des GARDES-MAGASINS.	des RECEVEURS du timbre extraor- dinaire.		
liv. s. d 1,000	liv. s. d. 900	liv. s. d. 6,230 » 8,333 6 8 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 7,291 13 4 8,333 6 8 6,250 » 9,375 » 9,375 » 9,375 » 9,375 » 3 6,250 » 7,291 13 4 6,250 » 7,291 13 4 6,250 » 7,291 13 4 6,250 » 7,291 13 4 6,250 » 7,291 13 4	liv. s. d. 2,812 10 » 3,750 » » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 3,281 5 » 2,812 10 » 4,218 15 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 2,812 10 » 3,281 5 » 3	liv. s. d. 1,562 10	liv. s. d. 1,250	liv. s. d. 1,041 13 4		
97,800 » »	83,100 » »	600,000 » »	270,000 » »	150,000 » »	120,000 » »	100,000 » »		
			270,000 » » 340,000 » »					

(Ces tableaux sont approuvés.)

M. Le Chapelier, au nom du comité de Constitution, donne lecture de six articles destinés à faire suite à ceux déjà décrétés dans la séance du 10 de ce mois sur le droit de pétition et d'affiche (1).

Ces six articles, adoptés sauf rédaction dans cette même séance du 10 mai, sont soumis à la délibération dans les termes suivants:

Art. 10.

« Les municipalités prononceront sur la régularité et la légitimité des demandes en convocation de commune ou de sections: les réclamations, s'il y en a, seront portées au directoire de département, qui y statuera, sauf le recours au Corps législatif. » (Adopté.)

Art. 11.

« Dans les villes et dans chaque municipalité, il sera, par les officiers municipaux, désigné des lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois, et des actes de l'autorité publique. Aucun citoyen ne pourra faire des affiches particulières dans lesdits lieux, sous peine d'une amende de 100 livres; dont la condamnation sera prononcée par voie de police. » (Adopté.)

Art. 12.

« Les lois, que les municipalités recevront, par la voie des administrations de département et de district, seront, dans les villes, lues à haute voix par le gressier municipal, à la porte de la maison commune, et dans les bourgs ou villages, à la porte de l'église. » (Adopté.)

Art. 13.

 Aucun citoyen, et aucune réunion de citoyens, ne pourra rien afficher sous le titre d'arrêté, de délibération, ni sous toute autre forme obligatoire et impérative. » (Adopté.)

Art. 14.

« Aucune affiche ne pourra être faite sous un nom collectif; tous les citoyens qui auront coopéré à une affiche seront tenus de la signer. » (Adopté.)

Art. 15.

« La contravention aux deux articles précédents sera punie d'une amende de 100 livres, laquelle ne pourra être modérée, et dont la condamnation sera prononcée par voie de police. » (Adopté.)

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de décret du comité de Constitution sur l'organisation du Corps législatif (2).

M. La Reveillère-Lépeaux (3). Vous avez passé avant-hier un décret qui rend inéligibles à la prochame législature les membres de cette Assemblée. Ce décret, réuni avec celui qui exclut chacun de nous pendant quatre ans de toutes les places à la disposition immédiate du pouvoir exécutif, doit démontrer à l'univers la fausseté des imputations atroces des ennemis de la Révolution, et prouver invinciblement que c'est le bonheur de son pays que la majorité de cette Assemblée a continuellement cherché dans ses délibérations, et non l'intérêt privé. Il s'agit

(1) Voyez Archives parlementaires, tome XXV, séance du 10 mai 1791, p. 687.

(2) Voy. ci-dessus, séance du 17 mai 1791, p. 148.

maintenant de savoir si cette disposition doit s'étendre aux législatures suivantes. Je crois que les mêmes motifs subsistent et doivent conduire au même résultat. On vous a déjà observé combien il est nécessaire qu'un homme revêtu d'un pouvoir aussi étendu que celui de représentant de la nation ait toujours sous les yeux la condition privée à laquelle il sera forcé de retourner bientôt, afin qu'il ne soit pas tenté d'abuser de son pouvoir; on vous a fait remarquer que celui qui est censé exprimer la volonté générale, en énonçant sa volonté individuelle, ne doit jamais se croire séparé de la foule des citoyens par une suite possible de réélections successives. Il est encore facile de se convaincre combien la corruption pourrait faire de proglès dans un Corps législatif qui scrait toujours composé des mêmes individus, car alors de deux choses l'une : ou l'intrigue et l'ambition de quelques chefs prévaudraient dans cette Assemblée, et elles chercheraient à se perpétuer pour exercer la plus funeste aristocratie; ou bien elles seraient vendues au pouvoir exécutif, et ce ne serait plus alors, selon l'expression d'un orateur anglais, parlant du parlement actuel, que ce qu'étaient autrefois les parlements en France, de simples enregistreurs des volontés ministérielles.

[18 mai 1791.]

Et qu'on ne croie pas que le danger de la perpétuation soit chimérique; voyez chez nos voisins. Les mêmes causes ne produiront-elles pas ici les mêmes effets? Ce danger est donc incontestable. Croyezvous qu'un gouvernement qui a la disposition d'un grand nombre de places, soit dans l'armée, soit dans la finance, soit dans le corps diplomatique, et en outre celle d'une énorme liste civile, sera fort en peine de disposer des principaux suffrages, et de conserver par là dans le Corps législatif, parmi les hommes les plus marquants, ceux qui seraient le plus favorables à ses intérêts? Pobserve de plus que les hommes sont naturellement paresseux, et que ce n'est pas sans peine qu'ils se portent à faire choix même d'un meilleur sujet, lorsqu'ils en ont un en place qui ne

les a pas trop heurtés.

Serait-ce bien sérieusement qu'on viendrait encore nous répéter que c'est attaquer la liberté du peuple que de circonscrire ainsi son choix? N'avez-vous pas vous-mêmes déjà reconnu que le peuple assure sa liberté, loin de la détruire, lorsque, par l'organe de ses représentants, il s'impose à lui-même des règles qui le préservent de sa propre inadvertance? Le principe n'était-il pas attaqué lorsque vous avez déclaré, avec beaucoup de sagesse à mon avis, l'hérédité du trône? N'avez-vous pas senti alors que si le peuple n'abandonnait cette petite portion de sa liberté, il la compromettrait évidenment tout entière? Et certes, il faut en convenir, l'exception qu'on vous propose est loin d'attaquer le principe au même degré.

Il sera impossible, dit-on, qu'il y ait de la suite dans les opérations du Corps législatif s'il ne se trouve pas un certain nombre de membres déjà triturés aux affaires dans la session immédiatement précédente, et chaque législature sera longtemps dape des ruses ministérielles. Je réponds que ce n'est pas pour quelques années que vous faites une Constitution, car ce n'est pas sans une im-érieuse nécessité qu'un people se détermine à changer la forme de son gouvernement, puisque ce changement ne peut s'opérer qu'avec les plus horribles convulsions. En bien! voudriez-vous, pour prévenir un léger inconvénient de quelques années, sacrifier l'intérêt d'un

⁽³⁾ Ce discours est incomplet au Moniteur.